La disparition des clivages sociopolitiques en France : l'histoire d'un glissement

Sophie Bérourd et Jacques Capdevielle

Volume 18, numéro 3, 1999

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040189ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040189ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bérourd, S. & Capdevielle, J. (1999). La disparition des clivages sociopolitiques en France : l'histoire d'un glissement. *Politique et Sociétés*, 18(3), 3–27.
<https://doi.org/10.7202/040189ar>

Résumé de l'article

L'interprétation dominante des grandes grèves de décembre 1995 en France veut que ce mouvement social témoigne de la disparition du clivage droite-gauche et du retour en force des forces centristes. La politique française, a-t-on écrit, se « dé-idéologiserait ». L'article retrace les origines et le cheminement de ce glissement d'interprétation et suggère que ce sont peut-être les stratégies de séduction de l'électorat mises en oeuvre par les socialistes et les partis de droite — des stratégies qui avaient pour but de contrer une certaine surenchère populiste — qui sont à l'origine d'une telle réinterprétation de la politique française.

LA DISPARITION DES CLIVAGES SOCIO-POLITIQUES EN FRANCE : L'HISTOIRE D'UN GLISSEMENT

Sophie Bérout et Jacques Capdevielle

CNRS/Fondation nationale des sciences politiques (CEVIPOF)

À l'issue du mouvement de novembre-décembre 1995, Alain Touraine en appelle à « une action politique renouvelée tout en étant parfaitement conscient de l'extrême difficulté qu'il y a pour les centristes de gauche (sociaux-démocrates) comme de droite (libéraux-centristes) à proposer au pays un projet à la fois économique et social. C'est d'ailleurs de leur impuissance qu'est né le conflit de décembre¹. »

Autrement dit, le sociologue des « nouveaux mouvements sociaux » voit dans le mouvement de novembre-décembre et dans le capital de sympathie dont il a bénéficié dans l'opinion une conséquence de l'absence de projet économique et social. Mais un projet – la précision est importante – dont la responsabilité incombe selon lui au centre gauche et au centre droit, c'est-à-dire en définitive un projet centriste.

L'idée d'une « fin de l'exception française », d'un « recentrage » des attentes politiques de nos concitoyens remonte au milieu des années 1980. Elle accompagne l'hégémonie de l'idéologie libérale, mais elle est nourrie aussi par l'acceptation – pourtant pleine d'ambiguïté – dont l'opinion semble créditer une cohabitation entre un président qui se réclame de la gauche et un gouvernement de droite, à partir de 1986. En 1988, Philippe Habert et Alain Lancelot annoncent l'émergence de l'« électeur stratège »², tandis que Pierre Rosanvallon affirme que la politique française se « désociologise » en même temps qu'elle se « désidéologise »³.

Cette analyse va gagner du terrain au fur et à mesure des scrutins qui se succèdent après la réélection de François Mitterrand, et cela se traduit par des glissements successifs dans les commentaires qui

1. *Le grand refus. Réflexions sur la grève de décembre 1995*, Fayard, 1996, p. 28.

2. « L'émergence du nouvel électeur », *Le Figaro, Élections législatives 1988*, juin 1988, p. 16-23.

3. *La République du centre. La fin de l'exception française*, Calmann Lévy, 1988, p. 133-182.

Sophie Bérout et Jacques Capdevielle, CNRS/Fondation nationale des sciences politiques (CEVIPOF), Centre d'études de la vie politique française, 10 rue de la chaise, 75007, Paris, France.

courriel : sberout@hotmail.com

interprètent les clivages observables dans les résultats électoraux. Ces glissements sont largement repris ensuite par les médias puis par la majeure partie des responsables politiques eux-mêmes, jusqu'à s'imposer comme l'évidence même.

Ce sont ces glissements de sens que nous examinerons ici, en les confrontant aux données sur lesquelles ils s'appuient. En nous interrogeant aussi sur la pertinence des élections de référence prises en compte par ces commentaires. À y regarder de plus près en effet, les attentes des Français en matière d'opinions et de comportements politiques ne recourent pas forcément, tant s'en faut, les convergences consensuelles observées entre les divers programmes et propositions de la classe politique. Les attentes politiques de nos concitoyens sont, on le verra, moins « désociologisées » et « désidéologisées » que l'air du temps le donne à penser.

LE CLIVAGE GAUCHE-DROITE, UN CLIVAGE DÉPASSÉ ?

On observe en France une crise de la représentation politique qui se développe après l'accession de la gauche au pouvoir et le tournant de la « rigueur socialiste ». Les manifestations de cette crise sont de deux ordres :

- Le pourcentage global des voix recueillies par les principaux partis de gouvernement (PS, UDF, RPR) recule continûment au profit des partis dits « protestataires » (extrême-gauche, PCF, écologistes, FN). Aux élections législatives de 1993, le total des voix obtenues par les candidats des partis de gouvernement ne représente plus que 45 % du corps électoral.
- Dans le même temps, le pourcentage des abstentions, blancs et nuls augmente également, sans que ce soit forcément les mêmes personnes qui s'abstiennent d'une élection à l'autre. Il y avait 19 % d'abstentionnistes en 1978, et 35 % en 1993.

La République du centre, qui affirme que le clivage gauche-droite est dépassé, paraît, rappelons-le, en 1988. Pourtant, cette même année, une enquête du Centre d'étude de la vie politique française tend au contraire à en montrer la pertinence et la validité⁴; ses auteurs se mon-

4. « On s'accorde à penser que le clivage gauche-droite a constitué dans le passé le principe d'explication de la vie politique française et la base de la structuration des systèmes d'attitudes et de représentations politiques, mais certains en contestent aujourd'hui la pertinence et la validité. Il reste que les Français y trouvent encore un sens, du moins pour eux-mêmes, puisqu'ils acceptent de se situer sur cette dimension. Cet autopositionnement représente plus qu'une déclaration de fidélité à

Résumé. L'interprétation dominante des grandes grèves de décembre 1995 en France veut que ce mouvement social témoigne de la disparition du clivage droite-gauche et du retour en force des forces centristes. La politique française, a-t-on écrit, se « dé-idéologiserait ». L'article retrace les origines et le cheminement de ce glissement d'interprétation et suggère que ce sont peut-être les stratégies de séduction de l'électorat mis en œuvre par les socialistes et les partis de droite – des stratégies qui avaient pour but de contrer une certaine surenchère populiste – qui sont à l'origine d'une telle ré-interprétation de la politique française.

Abstract. Dominant interpretations of the period of intense labor unrest which brought France to a halt in December 1995 all stress the de-ideologisation, much along the lines of the *End of Ideology* paradigm – and the disappearance of the right-left cleavage in French politics. This article seeks to explain the emergence and the evolution of this interpretation. It suggests, among other interpretations, that both the Socialist and RPR coalitions wanted to contain the rise of the populist ideology by claiming that they could as effectively represent the interests and aspirations of this disillusioned fringe.

trent par ailleurs sceptiques quant à l'émergence d'un électeur stratège qui, ayant l'intelligence de ses intérêts immédiats, n'hésiterait pas à voter tantôt à gauche, tantôt à droite, d'un scrutin à l'autre⁵. Néanmoins, à partir des élections régionales et cantonales des 22 et 29 mars 1992, la crise de la représentation politique va être de plus en plus associée aux thèmes de la « désidéologisation » et de la « désocio-logisation ».

- D'un côté, on met en avant la contestation du clivage gauche-droite par les électeurs : « Une des raisons de la distance prise à l'égard des partis de gouvernement tient à l'illisibilité croissante du clivage gauche-droite. Les différences idéologiques et politiques séparant Bush et Clinton sont devenues plus perceptibles que celles entre Bérégovoy et Balladur⁶. »

un courant politique puisque sentiment d'être plus ou moins à gauche, attitudes et comportements constituent toujours des ensembles structurés, même si le degré d'organisation varie suivant les individus et les groupes», Guy Michelat, « À la recherche de la gauche et de la droite », dans *L'électeur français en question*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1990, p. 71-103.

5. Daniel Boy et Élisabeth Dupoirier, « L'électeur est-il stratège ? », *Idem*, p. 175-196.
6. Olivier Duhamel et Jérôme Jaffré, « Un paysage politique dévasté », *SOFRES, L'état de l'opinion 1993*, Paris, Seuil, 1993, p. 12.

Une question, posée périodiquement par la SOFRES depuis plusieurs années, permet en effet de mesurer cette prétendue illisibilité. La proposition soumise au jugement des interviewés précise : « Les notions de droite et de gauche sont dépassées (ou sont toujours valables) pour comprendre les prises de position des partis et des hommes politiques. » Il faut relever le décalage entre la formulation exacte de la question et ce qui en est repris dans les commentaires. On peut en effet, au vu de l'évolution des réponses sur une dizaine d'années, en conclure qu'« un consensus social sur l'obsolescence du critère droite-gauche semble ainsi s'esquisser⁷ ». La tentation est grande, après avoir constaté l'obsolescence de l'opérationnalité du clivage droite-gauche comme critère d'explication des positionnements des partis et des hommes politiques, d'en déduire que les sondés s'en félicitent et l'entérinent. Rares sont les observateurs et analystes qui ont su résister à la tentation.

On souligne alors les mutations sociologiques intervenues dans les électorats, mutations dont on laisse entendre qu'elles expliqueraient l'atténuation de l'affrontement « bipolaire » traditionnel.

Ainsi, selon Jérôme Jaffré, la « chute des grands partis tient à un affaiblissement des déterminants sociologiques du vote⁸ ».

Il est vrai qu'à l'occasion du scrutin régional de mars 1992, le PS s'effondre chez ses soutiens traditionnels (professions intermédiaires, salariés du public, jeunes). Cet affaiblissement des partis de gouvernement est plus sensible dans les zones urbaines que dans les zones rurales. Plus marqué dans la partie la plus dynamique du pays, l'Est (Rhône-Alpes, Bourgogne, Franche-Comté, Alsace, Lorraine, Champagne-Ardenne). Toujours selon Jérôme Jaffré :

Le vote des 18-29 ans, qu'on peut appeler « Génération Mitterrand » car ils ont accédé au droit de vote sous sa présidence, illustre le mieux le désarroi des grands partis, puisque la déconfiture socialiste s'accompagne d'une totale absence de transfert vers le bloc UDF-RPR [...] Traditionnellement, le PS et avec lui la gauche tout entière bénéficiaient d'une prime en fonction de l'intérêt pour la politique, en particulier dans les catégories populaires. [...] Dans les périodes difficiles, les électeurs de gauche les plus instruits ou les plus politisés sont ainsi les mieux à même de comprendre les exigences de compromis ou d'abandon de l'action gouvernementale. [...] Aujourd'hui, on assiste au phéno-

7. Roland Cayrol, « La droite, la gauche et les références idéologiques des Français », SOFRES, *L'état de l'opinion 1992*, Paris, Seuil, 1992, p. 59.

8. Cité dans Philippe Habert, Pascal Perrineau et Colette Ysmal, *Le vote éclaté. Les élections régionales et cantonales des 22 et 29 mars 1992*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1992, p. 146.

mène inverse: plus on s'intéresse à la politique, moins on est indulgent à l'égard des socialistes au pouvoir⁹.

Enfin, dernier élément au tableau de la dépolitisation, les enquêtes postélectorales ne démontrent-elles pas que les électeurs socialistes sont les plus « conservateurs » en ce sens qu'ils sont proportionnellement les moins nombreux à estimer « qu'il faut changer complètement la société actuelle », à l'opposé des électeurs du PCF rejoints et dépassés même, sur cette formulation, par ceux du FN. Ainsi, lors des élections régionales de 1992, seulement 25 % des électeurs socialistes estimaient qu'il soit nécessaire de changer complètement la société actuelle, contre 55 % pour les électeurs du Front national et même 38 % des électeurs des partis de droite¹⁰.

À partir de ces observations, le raisonnement tend à s'enfermer dans la circularité : si les électorats ne renvoient plus à des groupes sociologiques et idéologiques aux contours définis, comme cela était le cas auparavant, ce serait parce que le vieux clivage gauche-droite serait dépassé ; mais ce clivage gauche-droite est dépassé parce que la sociologie traditionnelle des électorats s'est modifiée.

Ce faisant, on évacue un questionnement élémentaire : quel sens donner à des variations de mesures établies à partir d'indicateurs inchangés et appliqués dans des contextes politiques profondément transformés ?

Plus concrètement, l'autopositionnement au regard du clivage gauche-droite renvoie-t-il à la même réalité selon qu'on l'appréhende dans le contexte de la fin des années 1970 – avec l'existence d'un programme commun de gouvernement revendiqué par un PS et un PCF qui se réclament en même temps d'une stratégie de rupture avec le capitalisme – ou dans le contexte de la fin des années 1980 et du début des années 1990 – avec une politique de « désinflation compétitive » mise en place par Pierre Bérégovoy, ministre des Finances de 1984 à 1986 dans un gouvernement de gauche, poursuivie par Édouard Balladur, ministre des Finances de 1986 à 1988 dans un gouvernement de droite, reprise par Pierre Bérégovoy, successivement ministre des Finances puis Premier ministre d'un gouvernement de gauche, reconduite enfin par Édouard Balladur puis Alain Juppé à la tête d'un gouvernement de droite, à partir de 1993 ?

La confusion risque d'être grande entre ce que pense saisir le sondeur – à partir d'indicateurs inchangés dans la durée face à une « offre » politique bouleversée – et ce qu'entendent exprimer les sondés.

9. *Ibid.*, p. 147-151.

10. Philippe Habert et al., *op. cit.*, p. 152.

Les interviewés peuvent estimer que le clivage gauche-droite est dépassé pour comprendre les positions des gouvernement de gauche et de droite qui se succèdent pour appliquer la même politique et, dans le même temps :

- soit refuser de se positionner, pour ce qui les concerne, par rapport à un clivage qui correspond pour eux aux enjeux de la société actuelle, mais dont ils ne trouvent pas de correspondance sur la scène politique ;
- soit refuser de se positionner, pour ce qui les concerne, par rapport à un clivage perçu par eux comme ne correspondant plus par ailleurs aux enjeux réels de la société actuelle ;
- soit accepter de se positionner par rapport à ce clivage, par fidélité à une tradition personnelle, familiale ou locale, tout en étant sceptique quant à ses vertus explicatives et sa pertinence ;
- ou encore continuer de se positionner à gauche ou à droite parce que ce clivage renvoie, pour eux et au-delà des péripéties de la scène politique et médiatique, à un antagonisme ancré dans la réalité économique et sociale des différents groupes sociaux en présence.

En toute rigueur scientifique, la plus grande prudence s'impose si l'on essaie de mesurer des évolutions à partir d'un tel indicateur sur une ou deux décennies, sans tenir compte des transformations du contexte politique, sans tenir compte des confusions qui entourent les notions de gauche et de droite depuis le tournant « socialiste » de 1982-1983.

MAASTRICHT : DES CLIVAGES NOUVEAUX ?

Avec le référendum sur le Traité de Maastricht, quelques mois plus tard, on assiste à un nouveau glissement dans l'analyse.

Rappelons d'abord un constat d'évidence, mais rarement mentionné : les résultats du référendum sont toujours interprétés en termes de pourcentage par rapport aux suffrages exprimés et non par rapport à l'ensemble des électeurs inscrits.

Les parlementaires sont réunis en congrès à Versailles, le 23 juin 1992, pour voter une révision constitutionnelle qui permette la ratification du traité. Six cent soixante-dix-neuf parlementaires sont convoqués, 665 prennent part au scrutin, 592 adoptent la révision, 73 seulement votent contre.

Moins de trois mois plus tard, près d'un tiers du corps électoral s'abstient (32,7 %) et 34,4 % seulement des inscrits ratifient le traité.

La plupart des commentaires ont tendance à minimiser ce décalage et ils vont raisonner sur les seuls suffrages exprimés, en déduisant abusivement l'existence de deux France d'importance sensiblement égale, alors que seul un gros tiers de l'ensemble des Français ont ratifié le traité.

Déjà en 1991, Annick Percheron, rendant compte des résultats d'enquêtes réalisées sur le terrain en 1988, avait insisté sur l'ambiguïté, au-delà de pourcentages élevés, de l'adhésion de l'opinion publique française à la construction européenne¹¹. L'intérêt de cette étude réside principalement de la taille de l'échantillon – 12 000 personnes – et les ventilations que celle-ci permet.

À l'époque, on n'observait aucune relation, dans un sens ou un autre, entre le taux de chômage dans les diverses zones d'emploi et les opinions à l'égard de la construction européenne. De fait, la représentation cartographique des taux de chômage par département ne recoupe que très partiellement la représentation cartographique des résultats du *non* au référendum sur Maastricht.

En revanche, on observait, dans ces enquêtes qui remontent à 1988, des logiques individuelles structurées par la profession. Chez les ouvriers, le fait d'être au chômage ou d'occuper un emploi à temps complet ne modifie pas les opinions vis-à-vis de l'Europe. Chez les cadres supérieurs, les cadres moyens et les ouvriers, le fait d'être au chômage induit des attentes plus fréquemment favorables. « Tout se passe comme si, à qualification moyenne ou élevée seulement, les perspectives ouvertes pour le marché unique apparaissaient comme une solution éventuelle au problème de l'emploi, de son propre emploi¹². »

La profession de la personne interrogée est très discriminante : 50 % des cadres supérieurs et des professions libérales sont « tout à fait favorables » à la construction européenne, 39 % des professions intermédiaires, 30 % des employés, 28 % des artisans et petits commerçants, 23 % des ouvriers et 18 % seulement des agriculteurs.

Au sein de chaque catégorie, l'adhésion est d'autant plus marquée que le niveau de revenu est élevé.

Cette adhésion est très corrélée avec le niveau d'instruction : on enregistre 25 points d'écart entre les plus et les moins diplômés. Chez ces derniers, on ne relève pas de différence en fonction de l'âge. Chez les plus diplômés en revanche, ce sont les 50 ans et plus et non les plus jeunes qui sont les plus acquis à l'Europe. Annick Percheron parle alors d'Europe des *nantis* et des *clerics*. Enfin, l'adhésion à l'Europe est plus forte, en 1988, parmi les sympathisants de l'UDF, suivis par ceux du PS, puis du RPR et du mouvement écologiste.

11. « Les Français et l'Europe. Acquiescement de façade ou adhésion véritable ? », *Revue française de science politique*, vol. 41, n° 3, juin 1991, p. 382-406.

12. *Ibid.*, p. 395.

Les résultats du référendum sur le traité de Maastricht confirment plusieurs de ces points. La campagne pour le référendum, particulièrement longue et particulièrement intense au fur et à mesure que l'issue devenait plus incertaine, a brutalement dévoilé, sur la scène politique, des clivages qui traversent et la droite (le RPR avec le duo Pasqua-Séguin, l'UDF avec Philippe de Villiers) et la gauche (notamment avec Jean-Pierre Chevènement au PS).

La campagne a aussi révélé des clivages politiques occultés par le regroupement gauche-droite. Les résultats de la consultation révèlent des « systèmes d'attitudes relatives à l'Europe, nettement différenciés, sociologiquement structurés et sur lesquels la campagne référendaire a sans doute eu peu d'effets, [...] autour de la construction européenne, une ligne de fracture profonde et sans doute durable semble s'être creusée ou avoir réapparu¹³ ».

Par exemple, la carte du *Oui* recoupe largement celle de la pratique religieuse, une variable trop souvent oubliée. En France, comme chez nos voisins, la construction européenne est très liée à la tradition démocrate-chrétienne. À l'inverse, bien que le référendum soit intervenu à l'initiative de François Mitterrand et que la plupart des responsables socialistes aient mené une campagne active pour le *Oui*, celui-ci enregistre de très mauvais scores dans les départements populaires de tradition socialiste du Nord et du Sud-Est.

Très vite, les commentaires gommant l'opposition entre une France cultivée et privilégiée qui aurait voté *oui* et une France démunie qui aurait voté *non*. On va s'éloigner de l'analyse d'Annick Percheron qui présente l'adhésion à la construction européenne comme celle des *nantis* et des *clerics*. Le scrutin a lieu le 20 septembre. Dès le 24, dans *Le Monde*, Olivier Duhamel et Gérard Grunberg expliquent que le référendum n'a pas vu le choc entre deux France, mais entre cinq couples de France¹⁴:

- la France dotée face à la France démunie ;
- la France des centres face à la France des extrêmes ;
- la France progressiste face à la France répressive ;
- la France urbaine face à la France rurale ;
- la France socialo-chrétienne face à la France nationalo-laïque.

13. Bernard Denni, « Du référendum du 20 septembre 1992 sur l'Union européenne aux élections législatives de mars 1993 », dans *Le vote sanction. Les élections législatives des 21 et 28 mars 1993*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1993, p. 91-109.

14. « Référendum: les dix France », *Le Monde*, 25 septembre 1992.

Deux ou dix France, peu importe, toujours est-il que le tiers d'abstentionnistes passe à la trappe dans ces analyses qui invoquent l'ensemble des Français, et que s'en dégage un schéma bipolaire n'opposant plus, désormais, les dominants aux dominés, les exploités aux exploités, les nantis aux démunis. On assiste, à l'issue des résultats du référendum, à un déplacement du contenu de l'antagonisme qui était – jusqu'au début des années 1990 et y compris pour les experts – au fondement de la structuration du champ politique et du clivage gauche-droite. Désormais, «il y aurait, d'un côté la France du oui, ouverte, dynamique, instruite, une France assez sûre d'elle-même pour faire le choix de l'Europe. Et puis de l'autre côté, il y aurait une France du non, frileuse, peu instruite, inquiète pour son avenir, une France des laissés-pour-compte ayant peur d'être les premières victimes de la concurrence¹⁵.»

L'affaire est entendue et le clivage droite-gauche est maintenant chose du passé.

L'ANALYSE D'EMMANUEL TODD ET LA CAMPAGNE DE JACQUES CHIRAC : LA COUPURE PEUPLE-ÉLITES

Bien qu'il insiste – à l'encontre donc de la plupart des commentateurs – sur la bipolarisation sociologique révélée par le référendum et sur la part toujours prépondérante dans la population des couches populaires (ménages ouvriers et employés), Emmanuel Todd sera à l'origine d'un nouveau glissement. S'appuyant sur les résultats des élections européennes de 1994 – qui frappent les observateurs par la faiblesse des résultats obtenus par la liste du premier ministre Michel Rocard et, à l'inverse, les scores des listes de Bernard Tapie et de Philippe de Villiers – il en déduit un nouveau clivage qui tend à opposer le peuple aux élites :

En dépit de l'incertitude et du scepticisme des élites elles-mêmes sur l'état d'avancement de la construction européenne, les milieux populaires peuvent croire, imaginer ou constater – l'état réel de la souveraineté nationale est aussi un sujet de discussion pour les spécialistes – que la France n'existe déjà plus en tant que système national autonome. La construction européenne révèle à ce stade un potentiel subversif considérable, parce qu'elle met en scène le «non-pouvoir» des dirigeants de la nation. Au-delà d'un certain état d'avancement, elle aboutit à une délégitimation de la classe politique. Elle crée les conditions d'un décrochage complet

15. Philippe Séguin, «Les Français et l'Europe, regard d'un anti-maastricht», *L'état de l'opinion*, 1993, p. 94.

des milieux populaires qui, s'ils doivent accepter la disparition de la Nation, en déduisent assez logiquement l'inutilité de la classe dirigeante. Comment prendre au sérieux une élite du pouvoir qui n'a plus de pouvoir?¹⁶

Son analyse se base sur deux points. D'une part, il souligne l'existence d'une structure socio-économique *objectivement dichotomique* qui opposerait deux groupes quantitativement comparables, la classe moyenne et la classe populaire; d'autre part, il reprend le fil d'une démonstration qu'il a élaborée au cours des années 1980¹⁷ et qui cherche à démontrer la pérennité de certains *tempéraments* sociopolitiques depuis la Révolution française à partir de deux facteurs : la pratique religieuse et la structure familiale (mode de transmission de l'héritage).

Selon Emmanuel Todd, les déterminants sociologiques du vote jouent donc toujours et ceux qui ont conclu trop vite à la disparition de la classe ouvrière se sont trompés. Voir dans le vote *non* au Traité de Maastricht une sorte de « jacquerie électorale » des campagnes rétrogrades contre les villes modernisatrices ne présente aucune véritable pertinence. « Il serait plus raisonnable d'évoquer un affrontement entre classes moyennes et classes populaires, entre des classes moyennes qui veulent se penser comme des élites, et des classes populaires qui ne se sentent plus représentées par aucune doctrine ni aucun programme¹⁸. » Premiers frappés par la montée du chômage, les ouvriers ont réagi dès la fin des années 1980 en termes de vote, les élections régionales de 1992 « marquant l'arrivée à maturité du désarroi ouvrier et populaire » et la dispersion des suffrages de façon aléatoire. Or, la situation économique conduisant à un rapprochement entre le monde des ouvriers et celui des employés (en termes de salaire moyen, d'accès au marché du travail : 14,1 % des ouvriers au chômage et 14,5 % des employés contre 5,2 % des membres de professions intermédiaires et 3,3 % de cadres d'après le recensement de 1990) que confirment, d'autre part, des liens matrimoniaux, « on doit admettre qu'ouvriers et employés constituent ensemble une seule classe, distincte de la classe moyenne. Ils sont le centre de gravité sociologique d'un monde populaire qui est loin d'avoir disparu¹⁹ ».

De ce rapprochement naît dès lors un nouveau clivage, celui qui sépare ouvriers et employés au même niveau de vie et aux mêmes problèmes d'emplois, des professions intermédiaires et cadres; clivage qui s'exprime pleinement dans les premières élections euro-

16. Emmanuel Todd, *Aux origines du malaise politique français*, Notes de la Fondation Saint-Simon, novembre 1994, p. 32.

17. Hervé Le Bras, Emmanuel Todd, *L'Invention de la France*, Paris, Seuil, 1981; Emmanuel Todd, *La nouvelle France*, Paris, Seuil, 1988.

18. *Le Débat*, p. 101.

19. *Ibid.*, p. 103.

péennes après Maastricht, celles de juin 1994, où les deux listes «gouvernementales» recueillent moins de la majorité des suffrages. Pour Emmanuel Todd, ces élections européennes présentent un aspect décisif dans la mesure où elles révèlent, en plus du désarroi ouvrier, celui des classes moyennes avec, pour conséquence, une fragmentation de leurs suffrages.

Le deuxième axe de son interprétation consiste à souligner combien «la géographie électorale de la société post-industrielle renvoie finalement à l'anthropologie ancienne de la France²⁰». Deux «tempéraments idéologiques fondateurs» se partageaient l'espace français depuis la Révolution et expliqueraient la succession des forces politiques entre 1789 et 1965. Une zone centrale (très vaste bassin parisien de Laon jusqu'à Bordeaux) associée à une façade méditerranéenne serait laïque et par là même individualiste et égalitaire tandis qu'un ensemble de régions périphériques (Ouest normand, breton, angevin, Sud-Ouest, sud et est du Massif central, Franche-Comté, Alsace, Nord-Pas-de-Calais) resterait fidèle au catholicisme. Le facteur religieux se croiserait, de plus, avec les règles d'héritage (équivalence stricte ou non entre frères), ce qui accentuerait d'autant plus la prédisposition à des aspirations égalitaires ou à une acceptation de l'autorité. Or, ces tempéraments auraient survécu à l'exode rural et à la baisse de la pratique religieuse, bien qu'entre 1981 et 1990 l'hégémonie du vote socialiste puis le détachement du vote lepéniste des anciennes structures du vote aient semblé brouiller les variances géographiques.

Le vote sur Maastricht a mis un terme à cette évolution de type entropique, en faisant réémerger d'un coup l'opposition du centre et de la périphérie, ressuscitant bizarrement l'opposition entre zones catholiques et laïques, alors que la pratique religieuse avait partout disparu²¹.

Le tempérament égalitaire aurait ainsi conduit à rejeter un traité voulu par des élites, et le tempérament inégalitaire de la périphérie à l'accepter.

Lors des élections européennes de 1994, les listes gouvernementales, en quelque sorte «légitimistes» face à l'Europe maastrichienne, se voient confinées dans les périphéries (la liste socialiste recueillant moins de 13 % des suffrages dans le bassin parisien et sur la façade méditerranéenne). «L'existence d'une distorsion systématique associant le parti socialiste aux classes favorisées de la société oblige désormais à distinguer la **gauche politique**, que continue d'incarner, dans l'esprit de la majorité des commentateurs, le PS, de la **gauche sociologique**, définie par l'attitude de l'électorat populaire. Par sa

20. *Ibid.*, p. 99.

21. *Ibid.*, p. 109.

sociologie électorale, le PS est désormais de droite²². » De son côté, le vote de Villiers dénoterait le début d'un détachement des cadres, peu à peu menacés par le chômage, par rapport aux élites dominantes ayant le fait le choix du « supranational », tandis que le vote Tapie profiterait pleinement du tempérament égalitaire et anarchiste du Sud et du désarroi du monde ouvrier du Nord-Est (ancien vote communiste : « La permanence du fond anthropologique, écrit E. Todd, assure la réincarnation du tempérament dans une autre forme politique »).

Cette permanence du *socle anthropologique* que le débat sur Maastricht aurait fait ressurgir se retrouverait lors de la manifestation du 16 janvier 1994 contre la réforme de la loi Falloux, une France laïque et égalitaire refusant, dans le même ordre d'idée, « ce projet venant d'en haut²³ ».

Le *non* à Maastricht et l'attachement à l'école laïque figureraient-ils dès lors les contours d'une nouvelle gauche ? Pour Emmanuel Todd, ces deux positionnements dénotent, avant tout, une césure entre *peuple* et *élites politiques* qui atteindrait tous les partis du spectre politique – comme l'illustre bien le fait que 57 % d'électeurs du Front national se soient déclarés en faveur de l'école publique, malgré les positions soutenues par J.M. Le Pen – même si cette césure n'épuise pas le brouillage des relations électeurs-partis.

La brochure de la Fondation Saint-Simon présentant l'analyse d'Emmanuel Todd paraît en novembre 1994. Elle va, pendant la campagne présidentielle, rencontrer un large écho dans les médias qui, en même temps qu'ils la vulgarisent, tendent à la réduire à la seule opposition entre peuple et élites. Ainsi le *Magazine de Libération*, du 7 au 13 janvier 1995, titre un entretien avec cet auteur : « Entre le peuple et les élites, c'est plus qu'un malentendu. Le divorce est consommé. » Mais cette opposition entre le peuple et les élites est aussi et surtout très vite récupérée et instrumentalisée par Jacques Chirac, qui centre pour l'essentiel sa propre campagne sur la dénonciation des élites et de leur « pensée unique ».

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 1995 : PERMANENCES ET RUPTURES DES CLIVAGES TRADITIONNELS

L'élection présidentielle de 1995 sera un révélateur supplémentaire de la crise de la représentation et du système partisan.

Les résultats du premier tour montrent la faible capacité de mobilisation des candidats susceptibles d'être élus : Lionel Jospin ne réunit

22. *Ibid.*, p. 118.

23. Emmanuel Todd, « Permanence des structures mentales et recomposition politique », dans *Le Banquet*, 2^e semestre, 1995.

que 23,2 % des suffrages exprimés, Jacques Chirac 20,5 % et Édouard Balladur 18,5 %.

Dans l'introduction de leur livre *Le vote de crise*, Pascal Perrineau et Colette Ysmal relèvent que l'abstention, par rapport à 1988, est en hausse qu'elle est plus accentuée dans les milieux défavorisés, «dans les villes ou les cantons directement frappés par la modernisation économique et sociale²⁴». Ils relèvent, par ailleurs, un effacement «considérable» de la traditionnelle bipolarisation entre la gauche et la droite, mais reconnaissent ensuite qu'«ainsi apparaissent de nouveaux clivages : celui entre les “gens d'en haut” et les “gens d'en bas” né lors du référendum portant sur la ratification du Traité de Maastricht, celui entre le monde des “privilégiés” et l'univers de la “désespérance sociale” et, derrière, entre pro et anti-Européen²⁵». Nouveaux clivages ou reformulation des clivages traditionnels. ?

En opposant «gens d'en haut» et «gens d'en bas», on sort de la seule dénonciation des élites avec tous les risques de dérapages populistes inhérents à cette dénonciation. Mais on risque en revanche d'assimiler «ceux d'en haut» aux «privilégiés» et «ceux d'en bas» à la «désespérance sociale», et de faire l'impasse sur le positionnement de la plus grande partie du corps social, sauf à le réduire à un conglomerat hétérogène de «corporatismes» repliés sur «leurs avantages acquis».

Il n'en reste pas moins vrai que les clivages apparus lors du référendum de Maastricht hypothèquent en partie ceux de l'élection présidentielle.

Jacques Chirac et Jean-Marie Le Pen enregistrent ainsi leurs progressions les plus fortes, entre le premier tour de 1988 et le premier tour de 1995, là où le *non* à Maastricht était le plus fort. On observe une relation rigoureusement inverse dans le cas de suffrages reportés sur Édouard Balladur (par rapport à la candidature Raymond Barre en 1988) et Lionel Jospin (par rapport à la candidature François Mitterrand) : ils obtiennent l'un et l'autre leurs meilleurs (ou leurs moins mauvais) scores là où le *oui* était fort (tableau 1). Comme le relève Jérôme Jaffré, le contenu de la campagne de Jacques Chirac au premier tour lui permet «de progresser dans la France populaire du non à Maastricht tout en conservant le soutien des communes les plus «bourgeoises» du pays²⁶».

Du point de vue de ses bases sociales, entre le premier tour de 1988 et le premier tour de 1995, Jacques Chirac passe de 10 à 17 %

24. Pascal Perrineau et Colette Ysmal, «Introduction», dans *Le vote de crise. L'Élection présidentielle de 1995*, Paris, Presses de la Fondation nationale de sciences politiques, 1995, p. 15.

25. *Ibid.*, p. 16.

26. Jérôme Jaffré, «La victoire de Jacques Chirac et la transformation des clivages politiques», *Le vote de crise...*, p. 174.

Tableau 1

Les évolutions électorales entre 1988 et 1995 selon le vote sur le Traité de Maastricht (analyse par circonscription en % des suffrages exprimés, évolution du 1^{er} tour de 1988 au 1^{er} tour de 1995)

Niveau du Oui à Maastricht	Chirac 95/ Chirac	Balladur 95/ Barre 88	Le Pen 95/ Le Pen 88	Jospin 95/ Mitterrand 88	Hue 95/ Lajoinie 88	Laguiller 95/ Extrême-gauche 88
Moins de 40%	+2,8 pts	+2,0 pts	+3,0 pts	-13,5 pts	+1,0 pt	+1,1 pt
De 40 à 44,9%	+1,0 pt	+2,6 pts	+1,4 pt	-12,2 pts	+1,8 pt	+0,8 pt
De 45 à 49,9%	+0,8 pt	+2,1 pts	-0,7 pt	-11,3 pts	+1,8 pt	+0,8 pt
De 50 à 54,9%	+0,7 pt	+1,3 pt	+0,7 pt	-10,6 pts	+2,1 pts	+0,8 pt
De 55 à 59,9%	+0,6 pt	+1,6 pt	-0,04 pt	-9,5 pts	+2,2 pts	+0,9 pt
Plus de 60%	+0,6 pt	+3,1 pts	-0,4 pt	-7,5 pts	+1,7 pt	+0,8 pt

Source: Pascal Perrineau et Colette Ysmal, *Le vote de crise*, p. 167.

des voix ouvrières, de 13 à 22 % chez les employés et de 9 à 17 % chez les chômeurs. Par ailleurs, il vient en tête de tous les candidats chez les 18-24 ans.

Toutefois, si les gains de Jacques Chirac dans la France populaire ne sont pas négligeables et contribuent à ce qu'il devance Édouard Balladur, leur importance reste marginale, en proportion, dans l'ensemble des suffrages qui se rassemblent sur son nom.

Si l'on compare les résultats de Lionel Jospin au premier tour de 1995 avec ceux obtenus par François Mitterrand au premier tour de 1988, ses reculs les plus importants sont enregistrés dans le Nord, le Pas-de-Calais, la Picardie, la Haute-et la Basse-Normandie, la Champagne-Ardenne et la Lorraine (tableau 2) et on observe une corrélation non négligeable (0,69) entre ces reculs et la progression du vote Le Pen.

Au second tour, les « six régions où le candidat socialiste progresse en suffrages exprimés nettement plus que la moyenne – Nord-Pas-de-Calais, Haute Normandie, Picardie, Lorraine, Alsace et Champagne-Ardenne – sont précisément à la fois celles où le score socialiste avait le plus reculé entre les premiers tours des élections présidentielles de 1988 et de 1995 et celles où, dans le même temps,

Tableau 2

Évolutions régionales du score socialiste au premier tour des élections présidentielles (1981-1995) (% des suffrages exprimés)

Région	Mitterrand 1981 (1)	Mitterrand 1988 (1)	Jospin 1995 (1)	Écart 95-88	Écart 95-81
Île-de-France	24,8	31,1	23,3	-7,8	-1,5
Champagne-Ardenne	25,5	35,1	21,4	-13,8	-4,1
Picardie	24,8	37,5	22,5	-15	-2,3
Haute-Normandie	26,6	38,3	22,8	-15,5	-3,8
Basse-Normandie	24,5	35,4	21,7	-13,7	-2,8
Centre	25,3	35,1	22,4	-12,7	-2,9
Bourgogne	30,1	37,3	24,5	-12,8	-5,6
Nord-Pas-de-Calais	26,6	38,5	24	-14,5	-2,6
Bretagne	26,6	36,6	25,5	-11,1	-1,1
Pays de Loire	25,2	35	22,8	-12,2	-2,4
Poitou-Charentes	26,3	38,1	25,8	-12,3	-0,5
Lorraine	26,6	34,4	21,3	-13,1	-5,3
Alsace	22,5	28,8	16,9	-11,9	-5,6
Franche-Comté	29	35,4	24,3	-11,1	-4,7
Limousin	23,5	34,2	24,3	-9,9	+0,8
Aquitaine	30,5	37	26,9	-10,1	-3,6
Midi-Pyrénées	31,1	38,3	29,4	-8,9	-1,7
Auvergne	25,6	32,1	23,1	-9	-2,5
Rhône-Alpes	26,1	30,7	21,9	-8,7	-4,2
Languedoc-Roussillon	26,8	31,8	24,2	-7,7	-2,6
Provence-Côte d'Azur	23,3	26,5	18,9	-7,6	-4,4
Corse	20,1	28,8	20,5	-8,3	+0,4
France métropolitaine	26,1	33,9	23,2	-10,7	-2,9

Source: Pascal Perrineau et Colette Ysmal, *op. cit.*, 193.

Jean-Marie Le Pen avait le plus progressé²⁷ ». Par ailleurs, « le clivage introduit par le référendum de Maastricht, dont nous avons vu la permanence des effets au premier tour de 1995 pour Lionel Jospin, joue encore au second. 54 % des électeurs qui, selon BVA, ont voté oui en 1992 ont voté au second tour en faveur de Lionel Jospin contre seulement 35 % de ceux qui ont voté non²⁸ ». Enfin, ce recul de Lionel Jospin est plus important dans l'électorat féminin (-10 points) que dans l'électorat masculin (-3 points).

Au total, le véritable changement révélé par le premier tour de 1995, c'est le changement non dans le niveau, mais dans la structuration du vote Le Pen, qui est plus corrélé, localement, avec le taux de population ouvrière qu'avec le taux de population étrangère. « L'événement sociologique de l'élection présidentielle réside dans la captation des voix ouvrières par Le Pen²⁹. » Cette transformation des bases sociales mais aussi idéologiques de l'électorat Le Pen est confirmée par les sondages postélectoraux (tableau 3).

Ajoutons que si l'on veut réfléchir au contenu des évolutions idéologiques et politiques des Français à partir de leurs comportements électoraux, le choix des élections de référence est décisif.

Comparer les résultats de l'élection présidentielle de 1995 à ceux de l'élection de 1988 présente d'abord l'avantage de la proximité dans le temps, permettant aussi d'obtenir deux séries de mesures se situant avant et après le référendum de 1992.

Cette comparaison permet ensuite, et ce n'est pas le moins important, de révéler les évolutions intervenues dans les bases sociales et idéologiques du vote Le Pen et de mettre en avant ce que Pascal Perrineau appelle le « gauchisme-lepénisme ».

Mais le choix de l'élection de 1988 comme pôle de référence doit intégrer le contexte de cette élection, sans lequel on ne peut comprendre la progression de François Mitterrand par rapport à ses scores de 1981. L'élection de 1988 intervient après deux ans de cohabitation, durant laquelle un gouvernement de droite a essayé d'appliquer un programme libéral pur et dur, d'inspiration ouvertement thatchérienne (en particulier avec les privatisations et la déréglementation du marché du travail). Dans ces conditions, François Mitterrand ne bénéficie pas seulement de la légitimité du sortant, il apparaît aussi comme un rempart face à un thatchérisme à la française.

Les déceptions qui vont suivre le retour de la gauche au pouvoir (reconduction de la politique de désinflation compétitive sous la

27. Jean Chiche et Gérard Grunberg, « Le regain socialiste », dans *Le vote de crise...*, p. 200.

28. *Ibid.*, p. 207.

29. Jérôme Jaffré, « Les changements de la France électorale. Analyse régionale de la sociologie du vote présidentiel », dans SOFRES, *L'état de l'opinion 1996*, Paris, Seuil, p. 129-145.

Tableau 3

Évolution de la pénétration électorale du FN dans les électorats de 1984 à 1995

	Europ. 1984	Législ. 1986	Présid. 1988	Législ. 1988	Europ. 1989	Législ. 1993	Europ. 1994	Présid. 1995	Évol. P. 88-95
Ensemble	11	10	14,5	10	12	13	10,5	15,5	+1
<i>Sexe</i>									
Hommes	14	11	18	12	14	14	12	19	+1
Femmes	8	9	11	7	10	13	9	12	+1
<i>Âge</i>									
18-24 ans	10	14	16	15	9	18	10	18	+2
25-34 ans	11	10	17	9	8	10	15	18	+1
35-49 ans	12	11	17	8	12	13	10	15	-2
50-64 ans	12	9	11	10	15	13	12	17	+6
65 ans et plus	10	6	12	10	12	13	7	9	-3
<i>Profession interviewée</i>									
Agr., sal. agric.	10	17	13	3	3	13	4	16	+3
Petit commerçant, artisan, industriel, gros commerçant	17	16	27	6	18	15	12	14	-13
Cadre sup. prof. lib.	14	6	19	10	11	6	6	7	-12
Cadre moyen, employé	15	11	13	8	9	13	9	16	+3
Ouvrier	8	11	19	19	15	18	21	30	+11
Inactif, retraité	9	8	12	9	13	12	9	11	-1
<i>Statut</i>									
Travaille à son compte	13	13	21	7	10	12	6	11	-10
Salarié sect. public	8	8	11	9	7	12	4	15	+4
Salarié sect. privé	15	14	17	13	14	16	17	21	+4
Chômeur	—	—	12	—	—	—	28	25	+13
Inactif	—	—	12	9	13	12	9	11	-1
<i>Niveau d'instruction</i>									
Primaire	8	8	15	7	13	13	7	14	-1
Secondaire	12	15	13	12	14	16	16	17	+4
Technique, comm.	17	12	18	12	11	14	16	21	+3
Supérieur	11	7	12	10	9	8	5	9	-3

Tableau 3 (suite)

*Évolution de la pénétration électorale du FN dans les électors
de 1984 à 1995*

	Europ. 1984	Législ. 1986	Présid. 1988	Législ. 1988	Europ. 1989	Législ. 1993	Europ. 1994	Présid. 1995	Évol. P.
88-95									
<i>Famille politique</i>									
Ext. gauche	1	3	2	3	1	3	4	6	+4
Gauche	4	2	5	3	5	8	3	9	+4
Centre	10	7	15	8	6	11	5	11	-4
Droite	9	9	13	10	8	9	2	13	=
Ext. droite	42	41	53	35	48	33	42	36	-17
Marais	8	7	18	12	7	7	16	24	+6
<i>Religion</i>									
Catho. prat. rég.	14	7	7	5	15	12	8	10	+3
Catho. prat. irrég.	6	8	16	10	12	12	6	12	-4
Catho. non prat.	13	12	17	11	12	13	13	18	+1
Sans religion	5	7	9	9	10	15	11	14	+5

Source : Sondages postélectoraux SOFRES, cité dans Pascal Perrineau et Colette Ysmal, *op. cit.*, p. 250.

conduite de P. Bérégovoy, d'abord aux Finances puis à la tête du gouvernement, poursuite de la déréglementation du marché du travail, impuissance face à la progression du chômage) sont décisives pour comprendre l'ampleur du recul de Lionel Jospin et le développement du « gaucho-lepénisme ». Mais il est alors abusif, compte tenu de l'évolution de l'électorat de Jean-Marie Le Pen, d'écrire qu'« en 1995, le bloc conservateur accroît encore son avantage (59,1 %) grâce à la bonne tenue des trois candidats de la droite modérée (43,8 %) et au score de Jean-Marie Le Pen (15,3 %) ³⁰ ».

La comparaison 1995-1988 fait ressortir des évolutions et des ruptures. En revanche, la comparaison 1995-1981 fait ressortir des permanences. La comparaison de la répartition géographique des voix obtenues par François Mitterrand au second tour de 1981 avec celle des voix obtenues par Lionel Jospin au second tour de 1995 confirme en effet la permanence des structures géographiques de la gauche et de la droite dans le pays.

30. Pascal Perrineau et Colette Ysmal, « Introduction », dans *Le vote de crise...*, p. 16.

Jusque-là, nous avons examiné des analyses qui s'appuient directement sur des résultats électoraux ou, indirectement, sur des sondages portant sur des intentions ou des déclarations de vote.

Nous allons maintenant saisir ces clivages politiques à partir d'un événement qui relève de la politique tout en échappant à la logique de l'« offre électorale » : le mouvement social de novembre-décembre 1995 et la sympathie qu'il a rencontrée dans l'opinion, telle qu'on peut la mesurer et l'interpréter à partir des sondages disponibles.

LA « DÉSOCIOLOGISATION » ET LA « DÉSIDÉOLOGISATION » À L'AUNE DU MOUVEMENT SOCIAL DE L'AUTOMNE 1995

Nous venons de voir que la sociologie des électors et leur positionnement au regard du clivage gauche-droite, tels qu'on pouvait les observer traditionnellement, ne disparaissent pas, même s'ils sont fortement perturbés par l'évolution du vote protestataire qui se reporte sur Le Pen. Qu'en est-il de la « désociologisation » et de la « désidéologisation » annoncées lorsque l'opinion publique est conviée à se positionner non plus par rapport à des choix programmatiques dont les différences sont de moins en moins évidentes, mais par rapport à un conflit social majeur qui se déroule sur l'ensemble du territoire ? Peu de commentaires, en fait – autres que des exhortations adressées à la « classe moyenne d'État » pour qu'elle comprenne et accepte, enfin, les vertus de la modernité et de la globalisation – ont été consacrés à l'analyse de la composition sociologique et du contenu politique des clivages qui ont divisé l'opinion face aux grèves et aux manifestations de l'automne 1995.

Si l'on demeure, dans un premier temps, aux marges du mouvement en lui-même, et si l'on s'arrête sur les questions qui ont précédé son déclenchement, plusieurs remarques peuvent déjà être formulées.

Lorsque Jacques Chirac annonce, le 26 octobre 1995, que la rigueur constituera le seul horizon de sa politique dans les deux ans à venir (rétablissant par là même l'inversion qui a assuré le succès de sa campagne électorale), les plus nombreux à désapprouver cette orientation se retrouvent chez les ouvriers (63 %) ³¹; les moins nombreux chez les chefs d'entreprise, commerçants et artisans (43 %) et chez les cadres supérieurs (41 %).

Le même clivage sociologique réapparaît lorsque l'on demande aux interviewés de qualifier de « juste » ou « injuste » les mesures

31. Enquête SOFRES du 27 et 28 octobre 1995, citée dans Olivier Duhamel, Philippe Mechet, « Une grève d'opinion », SOFRES, *L'État de l'opinion 1996*, Paris, Seuil, p. 43.

d'assainissement préconisées pour la Sécurité sociale par le plan Juppé. Quoique l'adjectif « injuste » l'emporte à 64 % pour l'ensemble de l'échantillon et laisse percevoir un refus consensuel de ces mesures, ce pourcentage atteint 77 % chez les ouvriers, alors qu'il ne rassemble que 49 % des cadres supérieurs et des professions libérales³².

Face au mouvement social proprement dit – et à cette onde de sympathie générale qui a dérouté la majorité des observateurs (d'après la SOFRES, 56 % des personnes interrogées ressentait de la sympathie le 1er décembre, 60 % les 8 et 9 décembre, 57 % le 15 et 16 décembre et 54 % le 20 décembre³³) – les attitudes se structurent selon ces mêmes clivages : c'est chez les ouvriers que se trouvent, tout au long des événements, les plus forts pourcentages de sympathisants ; ils sont suivis par les professions intermédiaires et les employés, tandis qu'à l'autre pôle, se situent les chefs d'entreprise, les commerçants et les artisans, suivis par les cadres supérieurs et les professions intellectuelles (tableau 4).

Par ailleurs, on a vu que Jacques Chirac avait réussi à inverser en sa faveur, lors de la campagne de 1995, la relation qui reliait traditionnellement le vote des 18-24 ans à des candidats de gauche. Moins d'un an plus tard, on en revient à la distribution habituelle : quels que soient les sondages, les plus jeunes apparaissent toujours comme les plus favorables au mouvement et les plus âgés comme les plus critiques.

Enfin, ces réalignements sociologiques se retrouvent-ils au niveau idéologique ? Là encore, quels que soient les sondages retenus, on observe un clivage opposant les sympathisants des partis traditionnels de la droite et de la gauche. Les moins favorables se recrutent systématiquement chez les sympathisants de l'UDF et du RPR, tandis que les plus favorables se rencontrent, dans l'ordre, chez les sympathisants du Parti communiste, du Parti socialiste et des Écologistes.

Les différences relevées sont considérables : le 20 décembre, par exemple, 20 % seulement des sympathisants du RPR et 22 % de ceux de l'UDF sont favorables au mouvement contre 69 % des sympathisants écologistes et 86 % des sympathisants communistes. Ces différences, de l'ordre de 46 à 66 points, confirment bien la permanence des clivages idéologiques chez les sympathisants des différents partis, quelles que soient par ailleurs les convergences programmatiques de ces derniers. On est loin ici de la *République du centre*.

Il n'en reste pas moins vrai qu'à l'intérieur des forces politiques habituellement classées à droite, un clivage profond oppose – lors-

32. Sondage CSA, du 20 au 22 novembre.

33. Enquête SOFRES, *op. cit.*, p. 45. Selon l'Institut CSA, 57 % de soutien et de sympathie le 5 et 7 octobre, 54 % le 20 et 22 novembre, 62 % le 30 novembre et 1^{er} décembre.

Tableau 4
La sympathie par catégorie (en %)

	1 ^{er} -2 déc. 1995	8-9 déc. 1995	15-16 déc. 1995	20 déc. 1995	Évol. 20 déc./ 1 ^{er} déc.
Ensemble des Français	56	60	57	54	-2
<i>Sexe</i>					
Homme	55	65	56	53	-2
Femme	57	56	59	56	-1
<i>Âge</i>					
18-24 ans	63	66	63	60	-3
25-34 ans	57	67	58	62	+5
35-49 ans	60	60	57	60	=
50-64 ans	53	59	58	48	-5
65 ans et plus	50	52	54	44	-6
<i>Profession du chef de ménage</i>					
Agriculteur	33	44	26	43	+10
Commerçant, artisan, chef d'entreprise	39	44	40	29	-10
Cadre, profession intellectuelle	46	47	42	50	+4
Profession intermédiaire, employé	62	66	66	65	+3
Ouvrier	70	72	65	66	-4
Inactif, retraité	52	58	58	47	-5
<i>Préférence partisane</i>					
Parti communiste	92	98	90	86	-6
Parti socialiste	82	87	84	82	=
Écologistes	72	70	72	69	-3
UDF	28	28	31	22	-6
RPR	20	27	25	20	=
Front national	60	49	53	46	-14
<i>Catégorie d'agglomération</i>					
Moins de 2000 habitants	59	59	58	50	-9
De 2000 à 20 000 habitants	60	69	62	51	-9
De 20 000 à 100 000 habitants	65	59	61	64	-1
Plus de 100 000 habitants	53	64	54	60	+7
Agglomération parisienne	45	50	54	45	=

Source : Enquêtes SOFRES, réalisées pour 7 SUR 7, publié dans *L'état de l'opinion 1996*, p. 45.

qu'il s'agit de se positionner en termes de soutien ou d'hostilité vis-à-vis du mouvement social – les sympathisants du FN à ceux des partis de droite traditionnels. Ainsi au début de décembre, 60 % des sympathisants du FN déclarent « avoir de la sympathie à l'égard des mouvements de grève dans les services publics », une proportion qui les rapproche davantage des sympathisants écologistes ou même socialistes que de ceux de l'UDF et du RPR. On retrouve ici ce que les analyses électorales ont montré : le véritable changement révélé par le premier tour de la dernière élection présidentielle réside bien dans « la captation des voix ouvrières par Le Pen ».

De cet ensemble d'observations, il ressort d'abord clairement que, pour la très grande majorité de nos concitoyens, le clivage gauche-droite continue d'être opérant, en ce qu'il s'avère jouer un rôle décisif dans la structuration de leurs opinions. Ce clivage est d'autant plus opérant que ces opinions sont sollicitées à partir d'événements présentant un enjeu politique clair, et il l'est en revanche moins lorsqu'il s'agit d'arbitrer entre des choix programmatiques que rien n'oppose sur l'essentiel.

Ensuite, lorsqu'on confronte nos concitoyens à des choix politiques opposant clairement une orientation à gauche et une orientation à droite, on retrouve les variables sociodémographiques traditionnellement associées à l'un et à l'autre camp.

Enfin, à l'intérieur de ces grands équilibres sociologiques et idéologiques maintenus pour l'essentiel, des bouleversements non négligeables apparaissent aux marges de ces équilibres, qui après s'être cristallisés de façon variable, tendent à se fixer aujourd'hui sur le vote Le Pen.

LA RESPONSABILITÉ DU DISCOURS SUR LA FIN DES CLIVAGES TRADITIONNELS DANS LA MONTÉE DU POPULISME

Si le prétendu dépassement des notions de droite et de gauche en appelle à bien des réserves, comme nous venons de le voir, dès lors que l'on tente d'analyser les relations et les références qui sont avancées et mises en cause, un problème majeur quant à ces interprétations de l'évolution du corps électoral demeure : son passage dans le langage politique et médiatique courant, c'est-à-dire quotidien, et les conséquences que celui-ci induit.

Quelques exemples serviront à expliciter un peu mieux ce dont il s'agit. Le ressort rhétorique utilisé par le candidat Chirac lors de sa campagne électorale en 1995 a déjà été évoqué : forçant le trait d'un volontarisme politique prêt à en découdre avec le déterminisme économique et plus encore avec la fatalité du chômage, Jacques Chirac

s'est présenté comme le candidat du changement, brouillant par là même sa propre identité de leader d'un parti conservateur. Face à la *fracture sociale*, l'opposition n'était plus à placer entre droite et gauche, mais bien entre partisans du changement et tenants de l'immobilisme. «Le pouvoir politique, déclarait ainsi Jacques Chirac entre les deux tours, s'est effacé au profit de l'administration qui est, par nature, conservatrice et réticente au changement³⁴.» Or, quoique les promesses du candidat Chirac n'aient en rien été honorées une fois l'élection remportée, le discours du président n'en a pas pour autant abandonné la même structure argumentaire. Un an après le mouvement social de l'automne 1995, Jacques Chirac illustre ainsi, lors d'une de ses interventions télévisées, sa définition personnelle du «modèle social français», en dénonçant une fois encore, «la fracture entre ceux qui ont le pouvoir, au sens large du terme, et qui l'exercent en fonction d'un système de pensée très clairement affirmé, et les autres, c'est-à-dire ceux qui subissent, qui sont loin de la capitale et qui voient arriver un certain nombre de décisions dont ils ne comprennent pas la justification.» Et d'ajouter : «La vérité, c'est que nous sommes dans un pays extrêmement conservateur et qu'il est extrêmement difficile de faire bouger les choses [...] très vite, on se heurte au conservatisme de l'ensemble de nos structures, les syndicats, les organisations professionnelles³⁵».

Deux clivages seraient ainsi à l'œuvre : d'une part, celui qui opposerait – dans la continuité des commentaires produits après les résultats du référendum de Maastricht – une population cultivée, capable de comprendre et d'accepter le changement à une population plus excentrée, effrayée par l'avènement rapide de la modernité et par là même sujette au repli identitaire ; d'autre part, celui qui renverrait dos à dos les secteurs définis comme conservateurs, car «arc-boutés sur leurs acquis sociaux», et les secteurs plus réformateurs, les premiers étant accusés de perpétuer par leur attitude une situation économique dont les victimes ont été largement médiatisées sous la dénomination d'«exclus». L'énoncé de tels clivages, qui entend donc suppléer à la soi-disant érosion des ancrages sociologiques par une explication de type culturaliste, sert bien évidemment – de par son flou conceptuel et de par l'instrumentalisation des discours – ce qui ne cesse paradoxalement d'être par ailleurs dénoncé, c'est-à-dire la surenchère populiste³⁶.

34. Déclaration du 6 mai 1995 reprise par le quotidien *Le Monde*, p. 8.

35. Intervention télévisée du 12 décembre 1996, reprise par le quotidien *Le Monde*, 14 décembre 1996, p. 8 et p. 9.

36. Voir à ce propos l'intéressante étude de Alan Abererry, *La notion de populisme en France au cours des années 90*, Document de travail n° 77, Paris, FNSP-CEVIPOF, 1996, p. 18.

Ainsi, comment ne pas mettre en relation, par exemple, la rhétorique présidentielle et les récentes prises de position du FN – la sensibilité de ses électeurs envers le mouvement de grève de l'automne 1995 ayant rendu ce parti désireux d'investir le terrain social – qui, reprenant à son compte le slogan *Ni droite, ni gauche*, s'applique à récupérer à bon compte l'opposition entre le peuple et les élites : « Le schéma marxiste du prolétariat contre les capitalistes est aujourd'hui totalement obsolète, car la réalité est celle d'un clivage et d'un antagonisme entre le peuple et l'établissement³⁷ ». Comment ne pas évoquer, autre exemple, le fait qu'un ancien dirigeant syndicaliste ait été acclamé par un parterre de dirigeants d'entreprises, réunis selon le vœu d'un ancien ministre de l'économie ultralibéral, lorsqu'il déclara que « le concept de la défense des avantages acquis était profondément conservateur³⁸ ».

De vérités en dénonciations de clivages, les « appels au peuple » ne peuvent effectivement se démultiplier sans entraîner de conséquences immédiates : quoi de plus simple, en effet, pour nourrir un discours politique, que de dénoncer selon le goût du jour l'opposition centre/périphérie, privilégiés/exclus, évolution culturelle/repli identitaire, réforme/immobilisme et d'invoquer pour autre légitimité la volonté d'agir contre le chômage, phénomène dont nul ne peut ignorer que son rejet est ancré au sein de l'opinion publique ? Mais la référence à la simplicité de l'argumentation n'en épuise pas la logique, tant il ne paraît pas infondé de suggérer que de tels discours placent, de fait, l'orateur dans les conditions idéales : éclairé d'un bon peuple égaré malgré lui dans ses tourments et malheurs, le politicien n'a pas à se positionner contre tel groupe social ou tel groupe économique bien précis, ni à proposer des solutions radicales qu'il lui incombera plus tard de mettre en œuvre. Non, les boucs émissaires qu'il offre en pâture au désarroi de ses auditeurs sont bien trop nombreux pour que l'on puisse lui reprocher le moindre sectarisme, et chacun sait que les changements culturels, si nécessaires soient-ils, ne se décrètent pas par le haut. Dès lors, nulle contradiction à ce que le chef de l'État, en charge des affaires du pays, puisse continuer à dénoncer, non sans une évidente démagogie, les blocages du système. Les seuls clivages culturels s'avérant en cause, ce n'est donc pas sur le pouvoir qu'il convient d'agir, mais bien sur les mentalités et les comportements.

Or, de stratégies de séduction des électeurs en stratégie de pseudo-défense de l'intérêt général, peu d'orateurs se soucient finalement de répondre de façon cohérente aux attentes du corps électoral, et ce

37. Déclaration de Bruno Mégret, dans Christiane Chombeau, « Le FN évoque l'antagonisme entre le peuple et l'établissement », *Le Monde*, 28 janvier 1997.

38. Déclaration de Jean Kaspar à l'occasion de la « nuit des emplois », organisée par Alain Mandelin, dans Jean Kaspar, « Aux Partisans du socialement correct », *Le Monde*, 28 janvier 1997.

d'autant plus qu'on leur répète à l'envi combien les électeurs rejettent la structuration partisane. De cette façon, la boucle est là aussi bouclée, les sondages justifiant les sondages, et les discours les discours. Mais peut-être conviendrait-il de discerner un peu plus la cause de l'effet, et de s'interroger sur les effets à long terme produits par des discours qui cherchent plus à incriminer la responsabilité des électeurs qui préfèrent donner leur voix à des « forces périphériques » qu'à s'interroger sur la prégnance réelle des dites « forces de gouvernement ».